



Ressources Géoméga inc.

États financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017



Le 12 septembre 2018

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Ressources GéoMégA Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ressources GéoMégA Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 mai 2018 et 2017 et les états consolidés des résultats et du résultat global et des variations de capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mai 2018 et 2017, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales conventions comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250 boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 2500, Montréal, Québec, Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205 5000, F: +1 514 876 1502, www.pwc.com/ca/fr*

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ressources GéoMégA Inc. aux 31 mai 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mai 2018 et 2017, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la Note 1 des états financiers consolidés qui décrit les faits et circonstances indiquant l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de Ressources GéoMégA Inc. à poursuivre son exploitation.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

Ressources Géoméga inc.
États consolidés de la situation financière
(en dollars canadiens)

	Note	Au 31 mai 2018 \$	Au 31 mai 2017 \$
Actif			
Actif courant			
Trésorerie		726 786	80 690
Comptes débiteurs	5	15 519	203 613
Taxes de vente à recevoir		9 637	21 420
Crédits d'impôt et subventions gouvernementales à recevoir	6	43 690	66 383
Frais payés d'avance et autres		24 498	24 523
Actif courant		820 130	396 629
Actif non courant			
Placement dans une entreprise associée	8	1 662 610	1 537 681
Immobilisations corporelles	9	132 752	184 127
Actif non courant		1 795 362	1 721 808
Total de l'actif		2 615 492	2 118 437
Passif			
Passif courant			
Créditeurs et frais courus		383 179	439 994
Crédits d'impôt à payer	6	84 999	-
Passif lié aux droits d'échange d'actions	16	500 000	477 840
Total du passif courant		968 178	917 834
Passif non courant			
Déventures convertibles	11	91 120	-
Total passif		1 059 298	-
Capitaux propres			
Capital-actions		29 133 500	28 210 935
Composante capitaux propres des déventures convertibles		3 300	-
Bons de souscription	13	680 489	691 579
Options de courtiers	14	-	8 195
Options d'achat d'actions		315 460	413 604
Surplus d'apport		3 780 142	3 442 881
Déficit		(32 335 402)	(31 558 230)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de Ressources Géoméga inc.		1 577 489	1 208 964
Participations ne donnant pas le contrôle		(21 295)	(8 361)
Capitaux propres		1 556 194	1 200 603
Total du passif et des capitaux propres		2 615 492	2 118 437

Continuité d'exploitation (note 1), Événements postérieurs à la date de la situation financière (note 25)
Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration

(s) Kiril Mugerman

Kiril Mugerman
Administrateur, président et chef de la direction

(s) Gilles Gingras

Gilles Gingras
Administrateur

Ressources Géoméga inc.

États consolidés des résultats et du résultat global

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

(en dollars canadiens, à l'exception du nombre d'actions ordinaires)

	Note	Exercice 2018 \$	Exercice 2017 \$
Charges opérationnelles			
Salaires, avantages sociaux, règlement et rémunération à base d'actions	19	119 660	326 444
Rémunération des administrateurs	19	42 500	75 000
Renonciation à la rémunération des administrateurs	19	(52 500)	-
Dépenses d'exploration et d'évaluation, nettes des crédits d'impôt	20	319 945	545 971
Honoraires professionnels		274 184	297 883
Déplacements, conventions et relations avec les investisseurs		9 830	21 246
Administration		35 354	27 766
Frais fiduciaires et d'enregistrement		38 018	52 345
Loyer		37 913	47 463
Assurances, taxes et permis		30 216	33 511
Gain sur cession d'immobilisations corporelles		-	(5 000)
Perte opérationnelle		(855 120)	(1 422 629)
Autres gains ou (pertes)			
Dépenses d'intérêts		(14 964)	(536)
Charges financières		(39 740)	(35 116)
Quote-part de la perte d'entreprise associée	8	(514 867)	-
Gain net à la suite de la dilution du placement dans une entreprise associée	8	639 796	-
Gain sur cession des titres négociables	20.2	-	76 115
		70 225	40 463
Perte nette - activités poursuivies avant impôt sur les bénéfices		(784 895)	(1 382 166)
Recouvrement d'impôt différé	21	-	98 442
Perte nette - activités poursuivies		(784 895)	(1 283 724)
Bénéfice net - activités abandonnées	7	-	1 453 707
Bénéfice (perte) net		(784 895)	169 983
Autres éléments du résultat global			
Gain latent dû à la variation de la juste valeur des titres négociables		-	147 780
Gain latent sur la valeur des titres négociables transféré à l'état des résultats		-	(147 780)
Autres éléments du résultat global		-	-
Résultat global		(784 895)	169 983
Bénéfice (perte) net attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		(771 961)	186 330
Participations ne donnant pas le contrôle		(12 934)	(16 347)
Perte nette - activités poursuivies attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		(771 961)	(1 267 377)
Participations ne donnant pas le contrôle		(12 934)	(16 347)
Résultat global attribuable aux :			
Actionnaires de Ressources Géoméga inc.		(771 961)	186 330
Participations ne donnant pas le contrôle		(12 934)	(16 347)
Bénéfice (perte) de base et dilué par action		(0,010)	0,002
Perte de base et diluée par action – activités poursuivies		(0,010)	(0,016)
Bénéfice de base et dilué par action – activités abandonnées		-	0,019
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué		79 702 843	77 819 559

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.
États consolidés des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017
 (en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires)

	Nombre d'actions en Note	Capital- actions	Bons de souscrip- tion	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit	Capitaux propres attribuables à Ressources Géoméga Inc.	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 mai 2016	77 433 712	28 138 731	559 010	23 595	1 134 067	2 616 232	(31 411 281)	1 060 354	-	1 060 354
Bénéfice (perte) net	-	-	-	-	-	-	186 330	186 330	(16 347)	169 983
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat global	-	-	-	-	-	-	186 330	186 330	(16 347)	169 983
Investissement dans Innord par une participation ne donnant pas le contrôle	16	-	-	-	-	-	242 014	242 014	7 986	250 000
Passif lié aux droits d'échange d'actions	-	-	-	-	-	-	(442 724)	(442 724)	-	(442 724)
Rémunération à base d'actions	-	-	-	-	93 171	-	-	93 171	-	93 171
Actions émises en contrepartie d'une indemnité de départ	12.3	774 337	65 819	-	-	-	-	65 819	-	65 819
Expiration et renonciation d'options d'achat d'actions	-	-	-	-	(812 249)	812 249	-	-	-	-
Exercice d'options d'achat d'actions	-	25 000	3 135	-	(1 385)	-	-	1 750	-	1 750
Exercice d'options de courtiers	14	25 000	3 250	-	(1 000)	-	-	2 250	-	2 250
Prolongation de bons de souscription	13	-	-	132 569	-	-	(132 569)	-	-	-
Expiration d'options de courtiers	14	-	-	-	(14 400)	14 400	-	-	-	-
Solde au 31 mai 2017	78 258 049	28 210 935	691 579	8 195	413 604	3 442 881	(31 558 230)	1 208 964	(8 361)	1 200 603

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.
États consolidés des variations des capitaux propres
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017
 (en dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires)

		Composante capitaux propres des débitures convertibles					Options d'achat d'actions			Capitaux propres attribuables à Ressources Géoméga Inc.		Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Note	Nombre d'actions en circulation	Capital- actions	Bons de souscription	Options de courtiers	Options d'achat d'actions	Surplus d'apport	Déficit					
			\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
Solde au 31 mai 2017		78 258 049	28 210 935	-	691 579	8 195	413 604	3 442 881	(31 558 230)	1 208 964	(8 361)	1 200 603	
Perte nette et résultat global		-	-	-	-	-	-	(771 961)	(771 961)	-	(12 934)	(784 895)	
Placements privés	12.2	8 902 000	662 576	-	102 624	-	-	-	-	765 200	-	765 200	
Frais d'émission d'actions	12.2	-	(12 145)	-	(1 879)	-	-	-	-	(14 024)	-	(14 024)	
Débitures convertibles	11	-	-	7 049	49 489	-	-	-	-	56 538	-	56 538	
Actions en règlement d'une dette	12.3	948 299	85 347	-	-	-	-	-	-	85 347	-	85 347	
Conversion de débitures	11	1 250 000	101 671	(3 749)	-	-	-	-	-	97 922	-	97 922	
Rémunération à base d'actions		-	-	-	-	85 217	-	-	-	85 217	-	85 217	
Expiration d'options d'achat d'actions		-	-	-	-	(183 361)	183 361	-	-	-	-	-	
Exercice de bons de souscription	13	714 286	85 116	-	(20 830)	-	-	-	-	64 286	-	64 286	
Prolongation de bons de souscription	13	-	-	-	5 211	-	-	(5 211)	-	-	-	-	
Expiration de bons de souscription	13	-	-	-	(145 705)	-	145 705	-	-	-	-	-	
Expiration d'options de courtiers	14	-	-	-	-	(8 195)	8 195	-	-	-	-	-	
Solde au 31 mai 2018		90 072 634	29 133 500	3 300	680 489	-	315 460	3 780 142	(32 335 402)	1 577 489	(21 295)	1 556 194	

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

(en dollars canadiens)

	Note	Exercice 2018 \$	Exercice 2017 \$
Activités d'exploitation			
Perte nette liée aux activités poursuivies		(784 895)	(1 283 724)
Bénéfice net - activités abandonnées		-	1 453 707
Bénéfice (perte) net		(784 895)	169 983
Ajustement pour :			
Rémunération à base d'actions		85 217	93 171
Amortissement	9	62 775	57 342
Indemnité de départ payée en actions		-	65 819
Gain sur cession de propriétés d'exploration et d'évaluation		-	(1 595 881)
Charges financières		39 740	35 116
Recouvrement d'impôt différé		-	(98 442)
Quote-part de la perte d'entreprise associée	8	514 867	-
Gain net à la suite de la dilution du placement dans une entreprise associée	8	(639 796)	-
Gain sur cession d'immobilisations corporelles		-	(5 000)
Gain sur cession des titres négociables		-	71 665
Gain latent sur la valeur des titres négociables (AERG)		-	(147 780)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement			
Comptes débiteurs		188 094	(203 613)
Taxes de vente à recevoir		11 783	3 345
Crédits d'impôt à recevoir		22 693	(11 771)
Frais payés d'avance et autres		25	(2 128)
Créditeurs et frais courus		7 508	(75 102)
Crédits d'impôt à payer		84 999	-
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(406 990)	(1 643 276)
Activités d'investissement			
Produits de disposition de titres négociables		-	151 115
Frais d'acquisition de placement dans une entreprise associée		-	(16 800)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	8	(11 400)	(42 189)
Produits de dispositions d'immobilisations corporelles		-	5 000
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(11 400)	97 126
Activités de financement			
Émission d'unités, nette des frais d'émission	12.2	765 200	-
Émission de débentures convertibles, nette des frais d'émission	11	235 000	-
Apport de capital des actionnaires sans contrôle	16	-	250 000
Exercice de bons de souscription	13	64 286	-
Exercice d'options de courtiers		-	2 250
Exercice d'options d'achat d'actions		-	1 750
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 064 486	254 000
Variation nette de la trésorerie		646 096	(1 292 150)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - au début		80 690	1 372 840
Trésorerie - à la fin		726 786	80 690
Informations additionnelles			
Intérêts reçus		-	409
Frais d'émission d'unités et de débentures convertibles inclus dans les créditeurs et frais courus		21 024	-
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Actions en règlement d'une dette	12.3	85 347	-
Conversion de débentures	11	97 922	-

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

1. NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Géoméga Inc. (la « Société ») a été constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* du Canada et est engagée dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières au Canada. Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole GMA. L'adresse de la Société et sa principale place d'affaires sont le 75, boulevard de Mortagne, Boucherville (Québec) J4B 6Y4, Canada. Les présents états financiers consolidés audités (les « États Financiers ») ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 12 septembre 2018.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et l'évaluation de ses propriétés minières.

Les États Financiers ont été établis conformément aux principes comptables valables dans un contexte de continuité d'exploitation qui prévoit que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités. Dans son évaluation de la validité du principe de continuité d'exploitation, la direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivants la fin de la période de présentation. Pour l'exercice terminé le 31 mai 2018, la Société a enregistré une perte nette de 784 895 \$ et a accumulé un déficit de 32 335 402 \$ à cette date. Au 31 mai 2018, la Société disposait d'un fonds de roulement négatif de 148 048 \$.

La direction estime que le fonds de roulement ne sera pas suffisant pour répondre aux obligations et engagements de la Société et pour couvrir les dépenses prévues jusqu'au 31 mai 2019. Ces circonstances apportent un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation. La direction est consciente, ce faisant, qu'il existe des incertitudes significatives liées à des événements ou à des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités, tel que décrit dans le paragraphe précédent et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des principes comptables applicables à une société en continuité d'exploitation. Les États Financiers ne reflètent pas les ajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, des dépenses et du classement utilisé dans l'état de la situation financière si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas. Ces ajustements pourraient être importants.

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir incluant, sans s'y limiter, le financement par actions ou par emprunts. Bien que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, elle pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les États Financiers.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents États Financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « *IFRS* ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« *IASB* »).

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

3.1 Base d'évaluation

Les États Financiers ont été préparés selon la méthode du coût historique. La Société a choisi de présenter le résultat global dans un seul état financier.

3.2 Mode de consolidation

Les États Financiers de la Société comprennent ses comptes et ceux de sa filiale Innord inc. (« Innord ») détenue à 96.16 % au 31 mai 2018 et 2017. Le contrôle s'entend du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de tirer des avantages de ses activités. La totalité des transactions, des soldes, des produits et des charges intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

3.3 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent une participation en capitaux propres dans une filiale détenue par une tierce partie. La quote-part des actifs nets de la filiale attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Leur quote-part du résultat net et du résultat global est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Toute variation de la participation de la Société dans la filiale qui ne se solde pas par une perte de contrôle est comptabilisée comme une transaction de capitaux propres.

3.4 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les éléments des États Financiers sont évalués dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société et d'Innord sont le dollar canadien.

3.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse disponible, les soldes bancaires et les placements à court terme liquides dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à 3 mois ou rachetable en tout temps sans pénalité.

3.6 Placements dans une entreprise associée

Une entreprise associée est une entité sur laquelle la Société exerce une influence notable, mais qu'elle ne contrôle pas. Les résultats financiers des placements de la Société dans ses entreprises associées sont intégrés dans les résultats de la Société selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût, et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour tenir compte de la quote-part des résultats des entreprises associées revenant à la Société après la date d'acquisition. La quote-part des résultats est comptabilisée à l'état consolidé des résultats et sa quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées est incluse dans les autres éléments du résultat global.

Les gains latents résultant de transactions entre la Société et une entreprise associée sont éliminés à hauteur de la participation de la Société dans l'entreprise associée. Les pertes latentes sont aussi éliminées à moins que la transaction montre qu'il y ait eu perte de valeur de l'actif transféré. Les gains et les pertes de dilution résultant de changements du pourcentage de participation dans les entreprises associées sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

La Société évalue à chaque date de clôture s'il existe une indication objective de perte de valeur de ses placements dans des entreprises associées. S'il y a perte de valeur, la valeur comptable de la quote-part des actifs sous-jacents des entreprises associées qui revient à la Société est ramenée à sa valeur recouvrable estimée (c'est-à-dire la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée du coût de la cession et la valeur d'utilité), et la perte de valeur est présentée à l'état consolidé des résultats.

3.7 Dépenses d'exploration et d'évaluation

Les dépenses d'exploration et d'évaluation (« E&E ») comprennent les droits dans des propriétés minières, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche initiale de gisements ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les dépenses d'E&E comprennent aussi les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires à la recherche de minerai tel que les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les dépenses relatives aux activités d'E&E sont passées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les dépenses d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises ou d'une acquisition d'actifs. Les dépenses d'E&E incluent le coût pour :

- établir le volume et la teneur des gisements par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement qui est classé comme étant une ressource minérale ou une réserve prouvée et probable;
- déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement, incluant le procédé de séparation pour les propriétés minières de la Société;
- les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- les activités relatives aux permis; et
- les évaluations économiques visant à déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études d'évaluation préliminaire, de préfaisabilité et de faisabilité finale.

Les dépenses d'E&E seront comptabilisées à l'état des résultats jusqu'à ce que la faisabilité technique et la viabilité commerciale du futur développement de la propriété soient établies, et que ce développement reçoive l'approbation du conseil d'administration, à ce moment le projet minier entre en phase de développement

Les dépenses d'exploration et d'évaluation comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités afférentes.

La Société a pris des mesures pour vérifier la validité des titres de propriété des biens miniers où elle mène des activités de prospection et acquiert des participations, en conformité avec les normes de l'industrie qui s'appliquent à la phase courante des travaux de prospection et d'évaluation, sans que ces mesures ne garantissent la validité des titres de propriété de la Société, car ces titres peuvent être assujettis à des accords antérieurs non enregistrés ou à des revendications des peuples autochtones, ou encore peuvent ne pas être conformes aux exigences de la réglementation.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.8 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont passés en charge durant l'exercice au cours duquel les dépenses sont engagées. Les frais de développement sont capitalisés lorsqu'ils répondent aux critères de capitalisation conformément aux à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » (« IAS 38 »).

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les frais qui sont directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les éléments de coût ultérieurs sont compris dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif distinct, s'il y a lieu, seulement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront à la Société et que le coût peut être évalué de façon fiable. La valeur comptable d'une immobilisation remplacée est décomptabilisée lors du remplacement.

Les frais de réparation et d'entretien sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats au cours de la période où ils sont engagés.

L'amortissement est calculé pour amortir le coût des immobilisations corporelles, moins leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les périodes indiquées ci-dessous pour les grandes catégories :

Améliorations locatives	Durée du contrat de location
Équipement de bureau	3 ans
Matériel roulant	3 ans
Équipement de terrain et camp de base liés aux activités d'exploration et d'évaluation	Entre 3 et 5 ans
Entrepôt servant aux activités d'exploration et d'évaluation	15 ans

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux activités d'exploration est passé en charges en fonction de la politique des dépenses d'E&E. Pour les immobilisations corporelles qui ne sont pas liées aux activités d'E&E, la charge d'amortissement est comptabilisée directement dans l'état des résultats.

L'amortissement d'un actif cesse lorsqu'il est classé comme étant détenu en vue de la vente (ou inclus dans un groupe destiné à être cédé qui est classé comme étant détenu en vue de la vente) ou lorsqu'il est décomptabilisé. Par conséquent, l'amortissement ne cesse pas lorsque l'actif est laissé inutilisé ou mis hors service, sauf si l'actif est entièrement amorti.

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée de vie utile de chacun des actifs sont revus annuellement et ajustés si nécessaire.

Les gains et les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans l'état des résultats.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.10 Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à un crédit d'impôt remboursable sur les dépenses d'exploration admissibles engagées et le crédit de droits remboursable pour perte en vertu de la Loi sur les impôts miniers. Ces crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des dépenses d'E&E engagées.

3.11 Crédits d'impôt à l'investissement

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société a respecté et continuera de respecter toutes les conditions nécessaires pour obtenir ces crédits. La Société engage des dépenses de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement. Les crédits d'impôt à l'investissement remboursables comptabilisés sont fondés sur les estimations de la direction des montants qui devraient être recouvrés et sont soumis à une vérification par les autorités fiscales.

Les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés comme une réduction du coût des actifs ou des charges auxquels ils se rapportent au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'il existe une assurance raisonnable que les conditions des crédits d'impôt à l'investissement sont satisfaites.

3.12 Subventions gouvernementales

La filiale de la Société, Innord, reçoit une aide financière au titre des programmes incitatifs du gouvernement pour la recherche et le développement. Les subventions sont initialement comptabilisées comme des subventions gouvernementales à recevoir à la juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'elles seront reçues et qu'Innord respectera les conditions liées aux subventions. Ces subventions sont reconnues comme une réduction des dépenses connexes (dans l'état de la situation financière ou l'état des résultats selon la nature des dépenses).

3.13 Dépréciation d'actifs non financiers

Les immobilisations corporelles sont révisées pour dépréciation s'il y a des indications que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. Si de telles indications existent, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer s'il y a dépréciation. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie indépendants d'autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs dont l'actif en question fait partie.

Le montant recouvrable d'un actif est équivalent au montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. Pour déterminer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle, selon un taux d'actualisation avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les flux de trésorerie futurs estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable d'un actif ou d'un groupe d'actifs est considéré inférieur à sa valeur comptable, la valeur comptable est alors réduite au montant recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans l'état des résultats. Lorsque qu'une perte de valeur est ultérieurement résorbée, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable estimatif révisé, mais uniquement dans la mesure où ce montant ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée. Un renversement est comptabilisé en réduction de la charge pour perte de valeur dans la période.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.14 Débentures convertibles

Les composantes passif, capitaux propres et autres composantes (le cas échéant) des débentures convertibles sont présentés distinctement à l'état de la situation financière lors de la comptabilisation initiale. La Société détermine la valeur comptable de la composante passif en actualisant les paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette non convertible, à un degré de solvabilité similaire et générant les mêmes flux de trésorerie. Par la suite, la composante passif est augmentée par la désactualisation des montants actualisés jusqu'à la valeur nominale des débentures à échéance qui est comptabilisée à l'état des résultats comme charges financières.

La valeur comptable des autres composantes (le cas échéant), comme des bons de souscription, est obtenue en soustrayant la valeur nominale des débentures et la valeur actualisée des paiements futurs du capital au taux du marché en vigueur pour une dette convertible sans bons de souscription.

La valeur comptable de la composante capitaux propres est obtenue en soustrayant la valeur comptable de la composante passif de la valeur nominale des débentures et la valeur comptable des autres composantes (le cas échéant) du montant des débentures convertibles et est présentée dans les capitaux propres sous le poste Composante capitaux propres des débentures convertibles. La composante capitaux propres n'est pas réévaluée après la constatation initiale, sauf au moment de la conversion ou de l'échéance.

Les frais de transaction sont répartis entre les composantes passif, capitaux propres et autres (le cas échéant) au prorata de leurs valeurs comptables.

3.15 Provisions, passifs et actifs éventuels

Des provisions pour frais de restauration environnementale, pour coûts de restructuration et pour les actions en justice, le cas échéant, sont comptabilisées lorsque : i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés ; ii) il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation ; et iii) le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions sont évaluées en fonction de la meilleure estimation de la direction sur la charge nécessaire pour régler l'obligation à la date du bilan, et sont actualisées lorsque l'impact est significatif. La hausse de la provision liée au passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières. Des changements dans les hypothèses ou les estimations sont reflétés dans la période où ils se produisent.

Les provisions pour coûts de restauration environnementale représentent les obligations juridiques ou implicites associées à la fermeture éventuelle des immobilisations corporelles de la Société. Ces obligations comprennent les coûts liés à la réhabilitation et au suivi des activités et du retrait des actifs corporels. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur un taux avant impôt reflétant les conditions actuelles du marché de la valeur temporelle de l'argent et des risques spécifiques au passif, en excluant les risques pour lesquels les estimations de flux de trésorerie futurs ont déjà été ajustées.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les activités de la Société sont régies par des lois et règlements gouvernementaux concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, qu'il s'agisse des montants, de l'échéance ou de l'impact. À la date de présentation de l'information financière, la direction estime que la Société exerce généralement ses activités en conformité avec les lois et règlements présentement en vigueur. Les coûts actuellement engagés pour la réhabilitation des sites sont présentement négligeables, compte tenu du fait que les activités de la Société sont au stade de l'exploration et de l'évaluation. Une provision pour restauration sera comptabilisée au coût de l'actif correspondant lorsqu'elle aura un engagement implicite ou juridique résultant d'un événement passé, qu'il sera probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation pourra être évalué avec une fiabilité suffisante.

Lorsqu'une sortie possible de ressources représentatives d'avantages économiques résultant d'une obligation actuelle est considérée comme étant improbable ou de probabilité faible, aucun passif n'est comptabilisé à moins qu'il n'ait été repris à l'occasion d'un regroupement d'entreprises.

Les entrées probables d'avantages économiques pour la Société qui ne remplissent pas encore les critères de comptabilisation d'un actif sont traités comme des actifs éventuels. Les actifs éventuels résultent habituellement d'événements non planifiés ou imprévus qui créent la possibilité d'une entrée d'avantages économiques pour la Société. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés dans les états financiers puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent ne jamais être réalisés.

3.16 Actions accréditives

La Société finance certaines de ses dépenses d'exploration et d'évaluation par le biais d'émissions d'actions accréditives. La déduction des dépenses d'exploration et d'évaluation fait l'objet d'une renonciation au bénéfice des investisseurs conformément aux lois fiscales en vigueur. La différence (la « prime ») entre le montant comptabilisé en actions ordinaires et le montant que les investisseurs paient pour les actions est comptabilisée en tant que passif d'actions accréditives, lequel est renversé dans l'état des résultats en tant que recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont effectuées. Le montant comptabilisé en tant que passif d'actions accréditives représente la différence entre le cours des actions ordinaires et le montant payé par l'investisseur pour les actions accréditives, net des frais d'émission alloués.

3.17 Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants sont transférés.

Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs financiers classés comme prêts et créances et les passifs financiers présentés au coût amorti sont évalués initialement à la juste valeur en tenant compte des coûts de transaction. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués ultérieurement tel que décrit ci-dessous.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.18 Actifs financiers

La catégorie détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation, soit en résultat, soit en autres éléments du résultat global, des produits et des charges qui en résulteront. Tous les produits et charges se rapportant aux actifs financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les charges financières ou les revenus d'intérêts. Tous les actifs financiers de la Société se catégorisent comme prêts et créances.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements fixes ou déterminables, qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. L'actualisation est omise si son effet est non significatif. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, les taxes de vente à recevoir et les crédits d'impôt à recevoir de la Société font partie de cette catégorie d'instruments financiers.

Dépréciation d'actifs financiers

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur. Une indication objective de dépréciation pourrait inclure :

- des difficultés financières importantes de la part de l'émetteur ou du débiteur;
- un défaut ou une défaillance de paiement des intérêts ou du capital;
- la probabilité croissante de faillite ou d'une restructuration financière de l'emprunteur.

3.19 Passifs financiers

Les passifs financiers de la Société comprennent les créiteurs et frais courus, les obligations découlant de contrats de location-financement et la dette. Les passifs financiers sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges d'intérêts et les charges de désactualisation relatives à la dette sont présentées dans l'état des résultats et du résultat global dans les charges financières lorsqu'applicable.

3.20 Impôt sur le résultat exigible et impôt minier exigible

La charge d'impôt pour la période comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé dans l'état des résultats, sauf s'il concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé directement dans les capitaux propres. Les impôts miniers sont des impôts perçus par les provinces canadiennes sur les activités minières et sont considérés comme des impôts sur le résultat puisque ces impôts sont basés sur un pourcentage des profits miniers.

La charge d'impôt sur le résultat et d'impôt minier exigibles correspond à l'impôt qui devrait être payable ou recevable sur la perte imposable de l'exercice, en utilisant les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière dans les juridictions où la Société opère. La direction évalue périodiquement les positions prises dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.21 Impôt sur le résultat différé et impôt minier différé

La Société comptabilise l'impôt sur le résultat différé et l'impôt minier différé selon la méthode de l'actif ou du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés pour tenir compte des conséquences fiscales futures attribuables aux écarts temporaires entre les valeurs comptables aux états financiers des actifs et des passifs existants et leur base fiscale. Toutefois, l'impôt sur le résultat différé n'est pas comptabilisé s'il découle de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal.

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont calculés au moyen des taux d'imposition (et des lois) en vigueur ou pratiquement en vigueur qui devraient s'appliquer au revenu imposable durant les périodes dans lesquelles les écarts temporaires devraient se résorber ou être réglés. Les actifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés.

Les actifs et les passifs d'impôt sur le résultat et d'impôt minier différés sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et les passifs exigibles et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés sont liés à des impôts sur le résultat ou des impôts miniers qui sont perçus par la même autorité fiscale sur la même entité imposable lorsqu'il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les variations des actifs ou des passifs d'impôts différés sont comptabilisées dans l'état des résultats à titre de recouvrement d'impôt différé, sauf si elles concernent des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt différé correspondant est également comptabilisé en capitaux propres.

Comme la direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé y afférent a été calculé en conséquence.

3.22 Bénéfice ou perte de base et diluée par action

Le bénéfice ou la perte par action est calculée en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour chaque période. Le bénéfice ou la perte par action de base est obtenue en divisant le bénéfice ou la perte attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de cette période.

Le bénéfice ou la perte par action diluée est calculée selon la méthode du rachat d'actions. Avec la méthode du rachat d'actions, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour déterminer le bénéfice ou la perte par action diluée suppose que tout produit généré par la levée d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers dilutifs servirait à l'achat d'actions ordinaires au prix moyen du marché pour la période.

Le calcul du bénéfice ou de la perte diluée par action suppose la conversion ou la levée seulement lorsque la conversion, la levée ou l'émission aurait un effet dilutif sur les bénéfices par action. Lorsque la Société déclare une perte, la perte diluée par action ordinaire est égale à la perte de base par action ordinaire en raison de l'effet anti-dilutif des options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers en circulation.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.23 Capitaux propres

Le capital-actions représente le montant reçu à l'émission des actions moins les frais d'émission, déduction faite de tout avantage d'impôt sur le résultat sous-jacent à ces frais d'émission.

Les actions ordinaires, les options d'achat d'actions, les bons de souscription et les options de courtiers sont classés en tant que capitaux propres. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions, d'options d'achat d'actions, de bons de souscription et d'options de courtiers sont comptabilisés en capitaux propres comme une déduction du produit pour la période où la transaction a lieu.

3.24 Émission d'unités

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

3.25 Rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres

La Société offre des régimes de rémunération à base d'actions réglée en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, des dirigeants, des employés et des consultants qui y sont admissibles. Chaque attribution est considérée comme une attribution distincte avec sa propre période d'acquisition et sa propre juste valeur. La juste valeur est évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes.

Toute contrepartie provenant de l'exercice d'options d'achat d'actions est créditée au capital-actions. Aucun des régimes de la Société ne comporte d'options pour un règlement en espèces. Les dépenses cumulées résultant des options d'achat d'actions sont transférées au capital-actions lorsque les options sont levées.

Les paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux propres (à l'exception des options de courtiers) sont ultimement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état des résultats et la contrepartie est portée au crédit des options d'achat d'actions dans les capitaux propres. La rémunération des courtiers fondée sur des actions et réglée en instruments de capitaux propres dans le cadre d'un financement en actions est comptabilisée comme frais d'émission d'instruments de capitaux propres et la contrepartie est comptabilisée au crédit des options de courtiers dans les capitaux propres.

Si des périodes ou des conditions d'acquisition des droits s'appliquent, la charge est répartie sur l'année d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options d'achat d'actions ou de bons de souscription qui seront acquis. Les conditions d'acquisition hors marché sont incluses dans les hypothèses sur le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Les estimations sont ensuite révisées s'il y a indication que le nombre d'instruments qui seront acquis diffère des estimations précédentes. Tout ajustement cumulatif avant l'acquisition est comptabilisé dans la période actuelle.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

3.26 Contrats de location

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages liés au droit de propriété est conservée par le bailleur sont classés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (déduction faite des éventuels avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés dans l'état des résultats, selon la méthode linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges dans l'état des résultats au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

La Société loue certains équipements. Les contrats de location des équipements pour lesquelles la Société assume essentiellement tous les risques et avantages liés au droit de propriété sont classés comme des contrats de location financement. Les contrats de location-financement sont capitalisés au début du contrat de location au plus bas de la juste valeur de l'équipement et du camp de base loués et la valeur actuelle du contrat des paiements de location minimums.

Chaque paiement de contrat de location-financement est réparti entre la dette et les charges financières. Les obligations locatives correspondantes, déduction faite des charges financières, sont incluses dans l'obligation des contrats de location-financement. La partie d'intérêts de la charge financière est imputée dans l'état des résultats sur la période de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les modes d'amortissement et les durées de vie utile des actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement correspondent à celles appliquées à des actifs similaires dont la Société est légalement propriétaire.

3.27 Avantages sociaux du personnel

Le coût des avantages sociaux du personnel à court terme (ceux qui sont payables dans les 12 mois suivants le service rendu tel que les congés de vacances et de maladie payés, les bonis et certains avantages non monétaires tels que les soins médicaux) est comptabilisé dans la période où le service est rendu et n'est pas actualisé.

Le coût prévu des congés payés est comptabilisé dans l'état des résultats lorsque les employés rendent des services qui augmentent leurs droits. Le coût du paiement des bonis est comptabilisé dans l'état des résultats lorsqu'il y a une obligation juridique ou implicite d'effectuer ces paiements à la suite de rendements antérieurs.

3.28 Information sectorielle

La Société a déterminé qu'il n'y avait qu'un seul secteur opérationnel, soit le secteur d'exploration et d'évaluation de ressources minières au Canada.

3.29 Normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

La Société n'a pas encore adopté certaines normes, interprétations aux normes existantes et modifications qui ont été émises, mais dont la date d'entrée en vigueur est postérieure au 1^{er} juin 2018. Plusieurs de ces mises à jour ne sont pas pertinentes pour la Société et ne sont donc pas abordées.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

a) IFRS 9, Instruments financiers

En novembre 2009 et en octobre 2010, l'IASB a publié la première partie de l'IFRS 9, Instruments financiers. En novembre 2013, l'IASB a publié un nouveau modèle général de comptabilité de couverture, qui fait partie de l'IFRS 9. La version définitive de l'IFRS 9 a été publiée en juillet 2014 et elle inclut une troisième catégorie d'évaluation des actifs financiers (à savoir ceux évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) ainsi qu'un seul modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues.

L'IFRS 9 remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation qui s'appliquent actuellement aux actifs et aux passifs financiers par un seul et même modèle comportant trois catégories : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et juste valeur par le biais du résultat net. Le classement dépend du modèle économique de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif ou du passif financier. La norme introduit également des modifications limitées liées aux passifs financiers et vient harmoniser davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, son adoption anticipée étant toutefois autorisée. La direction évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur les états financiers consolidés de la Société.

b) IFRS 16 Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16. IFRS 16 énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information relatifs aux contrats de location, applicables aux deux parties au contrat, soit le client (le « preneur ») et le fournisseur (le « bailleur »). IFRS 16 remplace IAS 17, Contrats de location (« IAS 17 ») et les interprétations connexes. Tous les contrats de location confèrent au preneur le droit d'utiliser un actif au commencement du contrat de location et, lorsque des paiements au titre de la location sont échelonnés, d'obtenir du financement. Par conséquent, IFRS 16 éliminera le classement dans la catégorie des contrats de location simple ou dans celle des contrats de location-financement, comme le prescrit IAS 17, par l'instauration d'un unique modèle de comptabilisation pour le preneur. Selon ce modèle, le preneur devra comptabiliser les éléments suivants :

- i) les actifs et passifs de tous les contrats de location ayant une échéance de plus de 12 mois, sauf si l'actif sous-jacent a peu de valeur ; et
- ii) l'amortissement des actifs loués séparément de la charge d'intérêts sur l'obligation locative dans l'état des résultats.

La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, l'adoption anticipée étant permise si IFRS 15 produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients est aussi appliquée. La direction évalue actuellement l'incidence qu'aura cette norme sur les états financiers consolidés de la Société.

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES

Lors de la préparation d'états financiers conformes aux principes comptables IFRS, la direction de la Société doit poser un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses concernant des événements futurs qui touchent les montants déclarés dans les états financiers et les notes y afférents. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction des montants, des événements et des actions, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES (SUITE)

Les domaines qui nécessitent que la direction fasse des jugements, des estimations et des hypothèses importants pour la détermination des valeurs comptables comprennent, entre autres :

Jugements significatifs

4.1 Continuité de l'exploitation

L'évaluation de la capacité de la Société à mettre en œuvre sa stratégie en finançant son fonds de roulement et ses activités d'exploration et d'évaluation requiert l'exercice du jugement. Les estimations et les hypothèses formulées sont revues régulièrement et reposent sur les données historiques et sur d'autres facteurs, notamment des prévisions à l'égard d'événements futurs qui sont estimées raisonnables dans les circonstances.

4.2 Comptabilisation des activités de recherche et développement

La Société doit faire preuve de jugement lorsqu'elle détermine quelles activités liées aux méthodes d'extraction et aux procédés de traitement doivent être comptabilisées comme des activités de recherche et développement selon l'IAS 38, ou comme des dépenses d'E&E selon l'IFRS 6. La Société mène diverses activités de recherche afin de mettre au point un procédé d'extraction et métallurgique pour sa propriété Montviel et pour développer d'autres applications technologiques telle que la séparation des oxydes de terres rares. La Société a déterminé que les activités directement reliées à la propriété Montviel entrent dans le champ d'application de l'IFRS 6 et que les activités reliées à d'autres applications technologiques entrent dans le champ d'application de l'IAS 38.

La Société applique les critères énumérés dans l'IAS 38 pour déterminer si elle doit inscrire à l'actif ou comptabiliser en charges les frais de recherche et développement. Au 31 mai 2018, toutes les charges encourues par la Société entrant dans le champ d'application de l'IAS 38 ont été passées en charges étant donné que la Société est en phase de recherche et non de développement.

4.3 Constatation des impôts différés

Périodiquement, la Société évalue la probabilité qu'une partie des actifs d'impôts différés ne puisse pas être recouvrée. Une fois l'évaluation complétée, si la Société croit qu'il est probable qu'une partie des actifs d'impôts différés ne se matérialisera pas, la Société constate alors uniquement la partie résiduelle pour laquelle il est probable qu'un futur bénéfice imposable sera disponible et contre lequel les écarts temporaires pourront être utilisés. L'évaluation de la possibilité de recouvrer les actifs d'impôts différés implique une grande part de jugement de la direction. Dans la mesure où les futurs flux de trésorerie et le bénéfice imposable diffèrent sensiblement des estimations, la capacité de la Société à recouvrer les actifs d'impôts différés nets constatés à la date de l'état de la situation financière pourrait être affectée. Une grande part de jugement entre dans la détermination du recouvrement d'impôts courants, puisque la détermination d'impôts éventuels liés à certaines transactions et calculs comporte une part d'incertitude. La direction a l'intention de réaliser la valeur comptable de ses actifs et de régler la valeur comptable de ses dettes par la vente de ses propriétés d'E&E, ce qui représente un jugement important.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

4. ESTIMATIONS, JUGEMENTS ET HYPOTHÈSES CRITIQUES (SUITE)

4.4 Crédit remboursable de droits miniers et crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources et les crédits de droits miniers pour pertes (« les crédits d'impôt ») pour la période considérée et les périodes antérieures sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer des administrations fiscales à la date de clôture. Il existe toutefois des incertitudes quant à l'interprétation des règles fiscales, de même qu'en ce qui concerne le montant et le calendrier du recouvrement de ces crédits d'impôt. Afin de déterminer si les dépenses qu'elle engage sont admissibles, la Société doit faire preuve de jugement et d'interprétation, ce qui rend le recouvrement des crédits d'impôt incertain. En conséquence, il peut y avoir une différence importante entre le montant comptabilisé au titre des crédits d'impôt à recevoir et le montant réel des crédits d'impôt reçu par suite de l'examen, par les administrations fiscales, des questions dont l'interprétation était incertaine. Advenant une telle différence, un ajustement devrait être apporté aux crédits d'impôt à recevoir et des provisions devraient potentiellement être comptabilisées pour les crédits d'impôt encaissés antérieurement par la Société. Il peut s'écouler beaucoup de temps avant que l'administration fiscale concernée fasse part de ses décisions concernant les questions liées aux crédits d'impôt. De ce fait, le délai de recouvrement des crédits d'impôt peut être long. Les crédits d'impôt que la Société s'attend à recouvrer dans un délai de plus d'un an sont classés dans les actifs non courants. Les montants comptabilisés dans les états financiers sont établis d'après les meilleures estimations de la Société et selon son meilleur jugement possible, comme il est précisé plus haut.

Toutefois, compte tenu de l'incertitude inhérente à l'obtention de l'approbation de l'administration fiscale concernée, le montant des crédits d'impôt qui sera réellement recouvré ou le montant qui devra être remboursé ainsi que le moment de ce recouvrement ou déboursé pourraient différer considérablement des estimations comptables, ce qui aurait une incidence sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Société.

4.5 Passif lié aux droits d'échange d'actions

L'option de vente est classée comme passif financier en utilisant la méthode de l'accès courant. En vertu de cette méthode, la participation ne donnant pas le contrôle continue d'être comptabilisée puisque les actionnaires sans contrôle ont encore droit à un rendement relativement à leurs intérêts à titre d'actionnaires. Par conséquent, la contrepartie du passif financier est portée au déficit.

Les estimations et les hypothèses utilisées pour calculer la valeur du passif lié aux droits d'échange d'actions incluent le taux d'intérêt utilisé afin d'actualiser le montant du rachat (8 %) ainsi que la période estimative au cours de laquelle les droits d'échange peuvent être exercés par les actionnaires sans contrôle.

4.6 Valeur comptable des composantes des débetures convertibles

Les composantes passifs et capitaux propres des débetures convertibles sont présentées séparément à l'état de la situation financière à partir de la constatation initiale. La Société détermine la valeur comptable du passif financier en actualisant les paiements futurs au taux du marché actuel pour un passif similaire avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion et ensuite de bons de souscription. Le taux du marché actuel utilisé pour ce calcul et la définition de passifs similaires avec une cote de crédit comparable et qui générerait en substance les mêmes flux de trésorerie n'étant pas assortis d'une option de conversion et ensuite de bons de souscription sont des estimations importantes de la Société, et une variation du taux estimé pourrait avoir une incidence sur la valeur comptable de la composante passif et par conséquent de la composante capitaux propres et de la charge de désactualisation sur la durée des débetures convertibles.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

5. COMPTES DÉBITEURS

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Comptes recevables (note 23.4)	15 519	203 613
Comptes débiteurs	15 519	203 613

6. CRÉDITS D'IMPÔT ET SUBVENTIONS GOUVERNEMENTALES À RECEVOIR ET À PAYER

a) Crédits d'impôt à recevoir

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Crédits d'impôt relatifs aux ressources	-	15 365
Crédits de droits remboursables pour pertes	40 835	38 596
Subventions gouvernementales	2 855	12 422
Portion courante des crédits d'impôt à recevoir	43 690	66 383

Les crédits d'impôt relatifs aux ressources et les crédits de droits remboursables sont liés aux frais d'exploration minière admissibles encourus dans la province de Québec. Les crédits d'impôt à l'investissement et subventions gouvernementales sont liés aux dépenses de recherche et de développement encourues par la filiale de la Société, Innord.

b) Crédits d'impôt à payer

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Crédits d'impôt relatifs aux ressources	61 322	-
Crédits de droits remboursables pour pertes	3 265	-
Intérêts à payer	20 412	-
Portion courante des crédits d'impôt à payer	84 999	-

Le 31 août 2018, la Société a reçu des avis de cotisation d'une autorité fiscale pour les exercices clos les 31 mai 2012 et 2013 refusant certaines dépenses dans le calcul des crédits d'impôt relatifs aux ressources ainsi que des crédits de droits remboursables pour pertes.

Par conséquent, au 31 mai 2018, la Société a comptabilisé un montant à payer de 84 999 \$ à cet égard à l'état de la situation financière qui a entraîné une augmentation des dépenses à l'état des résultats de 64 587 \$ d'E&E ainsi que des frais d'administration de 20 412 \$.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET VENTE DES ACTIFS AURIFÈRES

Le 24 mars 2017, la Société s'est départie de ses actifs aurifères. Par conséquent, elle a présenté des États Financiers qui distinguent les activités abandonnées liées aux actifs aurifères des soldes liés aux activités poursuivies de la Société pour la période allant jusqu'au 24 mars 2017.

Aux termes du Contrat de vente de ses actifs aurifères, une opération entièrement transignée en actions, la Société a reçu 17 857 143 actions d'Exploration Kintavar inc. (« Kintavar ») pour une valeur totale de 2 500 000 \$, à un prix réputé de \$0,14 par action de Kintavar.

Le 24 mars 2017, la Société détenait 38,75 % des 46 079 160 actions ordinaires émises et en circulation de Kintavar. À noter que le président et chef de la direction, le vice-président exploration et la chef de la direction financière occupent les fonctions similaires dans la Société et dans Kintavar.

Montant initial du placement dans une entreprise associée et du gain sur cession d'actifs d'exploration et d'évaluation

L'exercice financier de Kintavar prend fin le 31 décembre. La Société a appliqué la mise en équivalence en utilisant les plus récents états financiers intermédiaires résumés de Kintavar au 31 mars 2017 pour établir le montant initial du placement.

L'information sommaire présentée dans le tableau qui suit présente les montants présentés dans les états financiers de Kintavar et non pas la proportion de détention de la Société dans ces montants. Ces montants ont été ajustés afin de refléter les ajustements faits par la Société lorsqu'elle applique la mise en équivalence, incluant les ajustements de juste valeur et les modifications de politiques comptables.

	Au 31 mars 2017
	\$
Actif courant	1 758 820
Passif courant	(573 423)
Passif non courant	(162 720)
Actif net	1 022 677
Participation détenue par la Société	38,75 %
	396 287
Autres ajustements	1 141 394
Placement dans Kintavar	1 537 681

Les autres ajustements reflètent l'excédent de la juste valeur initiale du placement sur la proportion de détention des actifs nets identifiables sous-jacents de Kintavar au moment de l'acquisition, en tenant compte du gain non réalisé sur cession de propriétés d'E&E.

Lors de la clôture de la transaction le 24 mars 2017, le gain sur disposition de propriétés minières s'établit comme suit :

	\$
Produit de disposition de propriétés d'E&E	2 500 000
Gain non réalisé sur cession de propriétés d'E&E	(958 710)
Frais de transaction	(16 800)
Gain sur cession d'actifs d'exploration et d'évaluation	1 524 490

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

7. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET VENTE DES ACTIFS AURIFÈRES (SUITE)

Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées

Le bénéfice lié aux actifs aurifères a été séparé des activités poursuivies. Le bénéfice lié aux activités abandonnées se compose des éléments suivants :

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Dépenses d'E&E, nettes des crédits d'impôt	-	(142 174)
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Kintavar	-	1 524 490
Gain sur cession d'actifs d'E&E – Buckingham	-	71 391
Gain lié aux activités abandonnées	-	1 453 707

Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées

Les flux de trésorerie attribuables aux actifs aurifères ont été séparés des activités poursuivies. Les flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées se composent des éléments suivants :

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	-	142 174
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	-	142 174

8. PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Kintavar est la seule entreprise associée de la Société. Le capital-actions de Kintavar est composé exclusivement d'actions ordinaires et la Société en détient directement. Kintavar est incorporée au Canada où se déroule les activités d'E&E sur ses propriétés. La proportion de détention de la participation est la même que la proportion de droit de vote détenu. Le placement dans Kintavar est comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence. Sa juste valeur au 31 mai 2018 est de 6 964 286 \$ (17 857 143 actions à 0,39 \$, prix de clôture à la Bourse). La Société classe la juste valeur du placement dans Kintavar comme niveau 1 puisque dérivé d'un prix coté sur des marchés actifs. À la suite d'émissions de 16 019 960 d'actions additionnelles de Kintavar, la participation de la Société dans Kintavar a été diluée de 38,75 % à l'acquisition à 28,76 % au 31 mai 2018.

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Solde au début de la période	1 537 681	-
Acquisitions	-	1 537 681
Quote-part de la perte nette	(514 867)	-
Gain net découlant de la dilution de la participation	639 796	-
Solde à la fin de la période	1 662 610	1 537 681

Les actions ordinaires émises par Kintavar à la Société sont soumises à des périodes de restriction de revente se détaillant comme suit :

- 7 142 856 actions ordinaires, libres;
 - 2 678 571 actions ordinaires, seront libérées le 30 septembre 2018;
 - 2 678 571 actions ordinaires, seront libérées le 31 mars 2019;
 - 2 678 571 actions ordinaires, seront libérées le 30 septembre 2019; et
 - 2 678 574 actions ordinaires, seront libérées le 31 mars 2020.
- 17 857 143 actions ordinaires totales

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

8. PLACEMENT DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE (SUITE)

À la suite de la vente des propriétés minières aurifères à Kintavar, les actionnaires de la Société ont approuvé le 19 octobre 2017 lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, la distribution sous forme de retour de capital, d'une portion des 17 857 143 actions de Kintavar aux actionnaires de la Société. Le nombre d'actions à distribuer aux actionnaires ainsi que la date de la distribution seront déterminés au moment opportun par le conseil d'administration.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Équipement de bureau	Équipement d'E&E			Total
		Matériel roulant	Équipement et camp	Entrepôt	
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice 2017					
Valeur comptable nette au début	-	-	88 904	110 376	199 280
Acquisitions	-	-	42 189	-	42 189
Amortissement	-	-	(45 273)	(12 069)	(57 342)
Valeur comptable nette à la fin	-	-	85 820	98 307	184 127
Solde au 31 mai 2017					
Coût	14 984	19 324	617 023	159 388	810 719
Amortissement cumulé	(14 984)	(19 324)	(531 203)	(61 081)	(626 592)
Valeur comptable nette	-	-	85 820	98 307	184 127

	Équipement de bureau	Équipement d'E&E			Total
		Matériel roulant	Équipement et camp	Entrepôt	
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice 2018					
Valeur comptable nette au début	-	-	85 820	98 307	184 127
Acquisitions	-	11 400	-	-	11 400
Amortissement	-	(3 800)	(51 540)	(7 435)	(62 775)
Valeur comptable nette à la fin	-	7 600	34 280	90 872	132 752
Solde au 31 mai 2018					
Coût	14 984	30 724	617 023	159 388	822 119
Amortissement cumulé	(14 984)	(23 124)	(582 743)	(68 516)	(689 367)
Valeur comptable nette	-	7 600	34 280	90 872	132 752

L'amortissement des immobilisations corporelles liées aux propriétés d'E&E est porté aux dépenses d'E&E. L'amortissement des immobilisations corporelles autre que liées aux propriétés d'E&E est porté au poste amortissement des immobilisations corporelles de l'état des résultats. Un montant de 62 775 \$ (57 342 \$ pour l'Exercice 2017) a été enregistré au titre de dépenses d'E&E au cours de l'exercice terminé le 31 mai 2018.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

10. PASSIF LIÉ À LA PRIME SUR LES ACTIONS ACCRÉDITIVES

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Solde au début	-	98 442
Réduction découlant des dépenses admissibles d'exploration	-	(98 442)
Passif lié à la prime sur les actions accréditives	-	-

11. DÉBENTURES CONVERTIBLES

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Solde au début de la période	-	-
Ajout, net	171 462	-
Conversion	(97 922)	-
Charge de désactualisation	17 580	-
Solde à la fin de la période	91 120	-

Le 11 août 2017, la Société a clôturé 235 000 \$ d'un placement privé sans courtier d'unités (du « placement »). Chaque unité était composée d'une débenture convertible non garantie d'un montant principal de 1 000 \$ et de 5 000 bons de souscription d'actions ordinaires. Les débentures convertibles ont une date d'échéance de deux ans et portent intérêt à un taux annuel de 10 %, composée et payable à l'échéance. La Société a la possibilité de payer l'intérêt en émettant un nombre d'actions ordinaires selon le cas, à un prix d'émission par action établi en fonction du prix moyen pondéré basé sur le volume des 20 jours précédents (« VWAP ») des actions ordinaires à la Bourse à la date d'échéance du paiement d'intérêts. Un tel paiement d'intérêt en actions ordinaires sera assujéti à l'approbation de la TSXV.

Chaque bon de souscription donnera droit au détenteur d'acheter une action ordinaire au prix de 0,10 \$ par action pour une période de douze mois à compter de la clôture du placement et, par la suite, au prix de 0,12 \$ par action jusqu'à vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures seront convertibles en actions ordinaires au choix du titulaire à tout moment avant la date d'échéance en fonction du prix de conversion suivant, sous réserve de rajustements dans certaines circonstances: (i) au prix de 0,10 \$ par action ordinaire si converti pendant la période de douze mois à compter de la clôture du placement; et (ii) au prix de 0,12 \$ par action ordinaire si converti pendant la période suivant l'anniversaire de douze mois de la clôture du placement jusqu'à la date de vingt-quatre mois suivants la clôture du placement.

Les débentures convertibles seront assujétiées au rachat, en tout ou en partie, par la Société si la Société réalise le produit brut d'un placement privé subséquent de titres ou à la suite de l'exercice des bons de souscription d'un montant égal au produit brut du placement à tout moment après la clôture du placement en donnant aux détenteurs des débentures convertibles au moins trente et au plus soixante jours d'avis écrit préalable, au prix égal au capital en circulation des débentures convertibles plus tous les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat y compris une prime de rachat comme suit: (i) 10 % au cours des six premiers mois suivants la clôture; (ii) 5 % à partir de l'anniversaire de six mois de la clôture à l'anniversaire de douze mois suivants la clôture; (iii) 3 % après l'anniversaire de douze mois suivants la clôture jusqu'à la date d'échéance. Un porteur de débentures convertibles peut choisir de convertir ses débentures convertibles en fournissant à la Société un avis écrit à cet effet dans les cinq jours ouvrables suivant la réception par le titulaire de l'avis de rachat.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

11. DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

À la comptabilisation initiale, l'encaissement s'élève à 235 000 \$ pour les débentures convertibles. De ce montant, les composantes du passif, bons de souscription et capitaux propres représentent, respectivement, 178 462 \$, 49 489 \$ et 7 049 \$. La composante du passif a été évaluée en premier, en utilisant un taux d'intérêt effectif de 14 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour un financement similaire sans l'option de conversion et de bons de souscription. Par la suite, la Société a évalué la juste valeur des 1 175 000 bons de souscription en soustrayant la valeur nominale des débentures et la valeur actualisée des paiements futurs du capital au taux d'intérêt effectif de 12 % correspondant au taux du marché que la Société aurait obtenu pour une dette convertible sans bons de souscription. Le résiduel a été attribué à la composante capital et présenté dans les capitaux propres.

En lien avec cette transaction, la Société a engagé des honoraires au montant de 7 000 \$ qui ont été comptabilisés en réduction des débentures convertibles.

Le 3 janvier 2018, un titulaire de débentures a converti 125 000 \$ de débentures en actions ordinaires au prix réputé de 0,10 \$ par action conformément aux termes de la débenture convertible. La Société a émis les 1 250 000 actions ordinaires le 22 janvier 2018.

12. CAPITAL-ACTIONS

12.1 Capital-actions autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société consiste en un nombre illimité d'actions ordinaires.

12.2 Placements privés

a) 2 et 14 mai 2018

Le 2 mai et le 14 mai 2018, la Société a clôturé un placement privé sans courtier en deux tranches composées de 6 250 000 unités au prix de 0,08 \$ l'unité pour un produit brut total de 500 000 \$. Chaque unité étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action au prix de 0,15 \$ par action pour 2 ans.

Du produit brut total des unités, 63 504 \$ a été attribué aux bons de souscription et 436 496 \$ au capital-actions, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: aucun dividende par action, volatilité prévue de 86,2 % et 91,2 % ainsi qu'un taux d'intérêt sans risque de 1,93 % et 1,98 % pour la première et deuxième tranche respectivement et durée prévue de 2 ans.

Les frais d'émission d'actions totalisent 9 251 \$ dont 8 076 \$ a été attribué au capital-actions et 1 175 \$ aux bons de souscription.

b) 18 mai 2018

Le 18 mai 2018, la Société a clôturé un placement privé sans courtier composées de 2 652 000 unités au prix de 0,10 \$ l'unité pour un produit brut total de 265 200 \$. Chaque unité étant composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription, chaque bon de souscription entier donnant droit au porteur d'acquérir une action au prix de 0,15 \$ par action pour 2 ans.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

12. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Du produit brut total des unités, 39 120 \$ a été attribué aux bons de souscription et 226 080 \$ au capital-actions, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes: aucun dividende par action, volatilité prévue de 91,2 %, taux d'intérêt sans risque de 2,03 % et durée prévue de 2 ans.

Les frais d'émission d'actions totalisent 4 773 \$ dont 4 069 \$ a été attribué au capital-actions et 704 \$ aux bons de souscription.

12.3 Règlement d'une dette en actions

Le 19 octobre 2017, le conseil d'administration de la Société a approuvé l'émission de 948 299 actions ordinaires à un prix réputé de 0,09 \$ par action, en règlement d'une dette nette totale combinée de 85 347 \$ dont 65 347 \$ représente le montant dû aux administrateurs actuels et précédents pour leur rémunération et 20 000 \$ dû à la chef de la direction financière pour des honoraires professionnels. Le 16 janvier 2018, la Bourse a approuvé l'émission d'actions en règlement d'une dette et la Société a émis les actions conformément au règlement le 22 janvier 2018.

Le 7 décembre 2016, la Société a émis 774 337 actions à un prix de 0,085 \$ pour une valeur totale de 65 819 \$ et payé une somme de 15 000 \$ dans le cadre d'un règlement avec un ancien haut dirigeant.

13. BONS DE SOUSCRIPTION

Les opérations sur les bons de souscription se détaillent comme suit:

	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Nombre de bons de souscription	Valeur Comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre de bons de souscription	Valeur Comptable \$	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Solde au début	12 104 131	691 579	0,16	12 104 131	559 010	0,16
Émis (note 11 et 12)	5 626 000	152 113	0,14	-	-	-
Frais d'émission	-	(1 879)	-	-	-	-
Prolongés	-	5 211	-	-	132 569	-
Exercés	(714 286)	(20 830)	0,09	-	-	-
Expirés	(4 996 429)	(145 705)	0,09	-	-	-
Annulés (note 20)	(1 000 000)	-	0,15	-	-	-
Solde à la fin	11 019 416	680 489	0,18	12 104 131	691 579	0,16

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

13. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Les bons de souscription en circulation au 31 mai 2018 sont les suivants:

Nombre de bons de souscription	Prix de levée	Date d'expiration
	\$	
1 662 500	0,21	4 novembre 2018
2 264 138	0,25	4, 10 et 20 novembre 2018
164 000	0,21	3 décembre 2018
1 175 000	An 1: 0,10 / An 2: 0,12	11 août 2019 (note 11)
825 000	0,15	2 mai 2020
2 300 000	0,15	14 mai 2020
1 326 000	0,15	18 mai 2020
1 302 778	0,23	19 juin 2020 (prolongés)
11 019 416		

Le 8 juin 2017, les 1 302 778 bons de souscription échéants le 19 juin 2017 ont été prolongés d'un an. Le coût total des prolongations est de 5 211 \$ a été enregistré dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. La juste valeur des prolongations des bons de souscription a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculé pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: taux d'intérêt sans risque de 0,65 % et 0,53 %, volatilité moyenne pondérée prévue de 87,2 % et 37,8 %, aucun dividende par action et durée prévue moyenne pondérée de 1,04 an et de 0,04 an. Le 14 juin 2018, ces mêmes 1 302 778 bons de souscription ont été prolongés de deux ans, soit jusqu'au 19 juin 2020.

Le 26 août 2015, la Société avait convenu de prolonger au 1er juillet 2019 l'échéance des 1 000 000 bons de souscription détenus par le Chef de la technologie, employé de la Société, et émis en échange de tous les droits, titres et intérêts visant deux brevets reliés à la technologie de séparation physique des éléments de terres rares. De plus, la juste valeur intrinsèque des bons de souscription n'était plus assujettie à un plafond de 5 millions de dollars à la date où ceux-ci devenaient exerçables. En vertu de l'entente de détention des brevets et de royauté signée le 11 août 2017, ces 1 000 000 bons de souscription ont été annulés le 19 octobre 2017 (note 20).

Le 20 février 2018, 714 286 bons de souscription à un prix de levé de 0,09 \$ ont été exercés pour un montant de 64 286 \$.

Les 4 090 638 bons de souscription échéants entre le 4 novembre 2016 et le 6 décembre 2016 ont été prolongés de 2 ans. Le coût total des prolongations est de 132 569 \$ enregistré dans les bons de souscription et la contrepartie est enregistrée au déficit. La juste valeur des prolongations des bons de souscription a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes calculé pour la différence entre la période prolongée et la période résiduelle au moment où la décision de la prolongation a été prise. Les hypothèses suivantes ont été considérées respectivement: taux d'intérêt moyen pondéré sans risque de 0,50 % et 0,53 %, volatilité moyenne pondérée prévue de 90,2 % et 74,2 %, aucun dividende par action et durée prévue de 2,03 ans et de 0,03 an.

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

14. OPTIONS DE COURTIER

Les opérations sur les options de courtiers se détaillent comme suit:

	Exercice 2018			Exercice 2017		
	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options de courtiers	Valeur Comptable	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$	\$		\$	\$
Solde au début	204 875	8 195	0,09	389 875	23 595	0,16
Expirés	(204 875)	(8 195)	0,09	(160 000)	(14 400)	0,25
Exercées	-	-	-	(25 000)	(1 000)	0,09
Solde à la fin	-	-	-	204 875	8 195	0,09

15. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les opérations sur les options d'achat d'actions se détaillent comme suit:

	Exercice 2018		Exercice 2017	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée
		\$		\$
Solde au début	4 450 000	0,14	3 145 000	0,40
Octroyées	1 445 000	0,09	1 920 000	0,095
Expirées	(1 072 500)	0,23	(562 500)	1,44
Exercées	-	-	(25 000)	0,07
Renoncées	(292 500)	0,09	(27 500)	0,08
Solde à la fin	4 530 000	0,11	4 450 000	0,14
Solde à la fin, exerçable	3 060 000	0,12	2 755 000	0,17

Les options d'achat d'actions en circulation au 31 mai 2018 sont les suivantes:

Nombre d'options en circulation	Nombre d'options exerçables	Prix de levée	Date d'expiration
		\$	
225 000	225 000	0,17	19 septembre 2018
120 000	120 000	0,30	23 janvier 2019
265 000	265 000	0,26	17 septembre 2019
30 000	30 000	0,14	23 janvier 2020
300 000	300 000	0,09	13 septembre 2020
570 000	570 000	0,07	22 novembre 2020
1 590 000	1 192 000	0,095	29 novembre 2021
930 000	232 500	0,09	19 octobre 2022
500 000	125 000	0,085	14 novembre 2022
4 530 000	3 060 000		

Le 19 octobre 2017, les actionnaires de la Société ont renouvelé le régime d'option d'achat d'actions qui stipule que le nombre maximum d'actions ordinaires dans le capital de la Société qui pourrait être réservé pour attribution en vertu du régime est limité à 10 % des actions en circulation.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

15. OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Le 19 octobre 2017, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 945 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,09 \$, valables pendant 5 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché au moment de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 54 810 \$ soit une juste valeur de 0,058 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,65 %, volatilité prévue de 102 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3.75 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 14 novembre 2017, la Société a octroyé à un consultant 500 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,085 \$, valables pendant 5 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché au moment de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 26 000 \$ soit une juste valeur de 0,052 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,65 %, volatilité prévue de 97 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3.75 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 29 novembre 2016, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 1 920 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,095 \$, valables pendant 5 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché au moment de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 132 480 \$ soit une juste valeur de 0,069 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 0,55 %, volatilité prévue de 112 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 3.75 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

16. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Le 3 juin 2016, la Société a conclu une convention de souscription avec deux investisseurs institutionnels, soit la Société de développement de la Baie-James (« SDBJ ») et l'Administration régionale Baie-James (« ARBJ »), afin de financer le développement du prototype du procédé pour séparer le concentré d'éléments de terres rares en oxydes de terres rares individuels purs. Chaque investisseur institutionnel a investi 125 000 \$ pour 2 actions dans Innord, pour un total de 250 000 \$. Conséquemment, la Société détient maintenant 96,16 % d'Innord.

Les investisseurs institutionnels ont reçu différentes options leur permettant d'échanger leurs actions selon la conclusion de la phase 1A du procédé de séparation des terres rares. Les options sont les suivantes:

- Si la conclusion de la phase 1A est positive, alors, à compter du 3 juin 2019 les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 50 % des actions pour un total de 250 000 \$ comptant. Suite au rachat des actions, une redevance de 0.05 % sur le produit net provenant de la production commerciale d'une usine de séparation située au Québec serait octroyée aux investisseurs. La Société pourrait racheter cette redevance pour 50 000 \$. Aussi, suite à un rachat des actions en vertu de cette option, la Société détiendrait une option de racheter 50 % des actions pour un total de 250 000 \$ comptant.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

16. PARTICIPATION NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE (SUITE)

- Si la conclusion de la phase 1A est négative, les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 100 % des actions en émettant de ses propres actions, pour une valeur de 500 000 \$.

De plus, la convention de souscription contient d'autres évènements déclencheurs de conversion des actions :

- S'il y a vente du procédé de séparation à une tierce partie ou changement de contrôle de la Société, les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 100 % des actions en :
 - Émettant de ses propres actions, pour une valeur de 500 000 \$.
 - Octroyant une royauté de 0.1 % du produit net des substances minérales sur la propriété Anik (maintenant détenue par Kintavar), rachetable par la Société en tout temps pour 125 000 \$.
- Si les retombées économiques sont inexistantes (pas d'usine de séparation construite sur le territoire de la Baie-James et pas d'annonce de mise en production de la mine de Montviel dans un délai de cinq an suivant l'implantation d'une usine de séparation), les investisseurs peuvent demander que la Société procède au rachat de 100 % des actions pour un total de 500 000 \$ comptant ou procède au rachat de 100 % des actions en émettant de ses propres actions, pour une valeur de 500 000 \$. Et les investisseurs peuvent demander que la Société rachète la royauté sur l'usine de séparation pour 50 000 \$.

La conclusion positive de la phase 1A est définie comme suit: atteinte d'une capacité du procédé de séparation physique des terres rares d'un kilogramme par jour.

La Société a annoncé le 19 septembre 2017 que la capacité de traitement totale des prototypes d'environ 1 kg d'oxydes de terres rares (« OTR ») par passe a été atteinte avec une pureté allant jusqu'à 95% d'éléments de terres rares. Des discussions ont eu lieu avec les investisseurs institutionnels sur les conclusions possibles de la phase 1A et ceux-ci ont confirmé au mois de juillet et août 2018 l'atteinte des conditions de la phase 1A.

La Société ne pouvant contrôler l'issue des différentes options des investisseurs et compte tenu que le prix d'émission des actions serait déterminé lors des émissions, un passif financier correspondant à l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs dans Innord contre une valeur de 500 000 \$ d'un nombre variable de ses propres actions a initialement été constaté. Puisque la conclusion de la phase 1A est positive, 250 000 \$ de ce passif est sujet à être remboursé en espèces.

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Solde au début	477 840	-
Ajout - Options d'échange actualisées octroyées à SDBJ et ARBJ	-	500 000
Actualisation initiale à un taux de 8 %	-	(57 276)
Charge de désactualisation	22 160	35 116
Passif lié aux droits d'échange d'actions	500 000	477 840

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

17. GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à préserver sa capacité de poursuivre ses opérations ainsi que ses programmes d'E&E. Elle gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de conserver ou de modifier la structure de son capital, la Société peut émettre de nouvelles actions, acquérir ou vendre des titres miniers pour améliorer sa flexibilité et sa performance financière. De plus durant l'exercice 2018, la Société a émis des unités de débentures convertibles (note 11) ainsi que des actions ordinaires (note 12). Le capital de la Société se compose des capitaux propres et les balances et changements des capitaux propres sont reflétés dans l'état des variations des capitaux propres.

La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accreditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration.

18. PERTE PAR ACTION

Le calcul de la perte de base par action repose sur la perte pour la période concernée divisée par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Pour le calcul de la perte par action diluée des activités poursuivies, les actions ordinaires potentielles, telles que les options d'achat d'actions, les options de courtier, les bons de souscription et les droits d'échange d'actions, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de réduire la perte par action des activités poursuivies et aurait donc un effet de dilution négative.

19. RÉMUNÉRATION DES EMPLOYÉS

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Salaires	266 705	823 307
Charges sociales	49 456	127 935
Règlement	-	80 819
Rémunération à base d'actions	85 217	93 171
	401 378	1 125 232
Salaires et charges sociales comptabilisés dans les dépenses d'E&E	(262 221)	(651,116)
Rémunération à base d'actions comptabilisée dans les dépenses d'E&E	(29 497)	(31 549)
Rémunération des administrateurs	(42 500)	(75 000)
Renonciation à la rémunération des administrateurs ¹⁾	52 500	-
Rémunération refacturée à Kintavar (note 23)	-	(41 123)
Salaires, charges au titre des avantages sociaux, règlement et rémunération à base d'actions, présentés à l'état des résultats	119 660	326 444

¹⁾ Durant le premier trimestre de 2018, deux administrateurs ont renoncé à leur rémunération pour un montant total de 52 500 \$.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

20. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Montviel	319 945	503 911
Propriétés aurifères et exploration générale	-	42 060
Dépenses d'exploration et d'évaluation	319 945	545 971

Montviel	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Acquisition et renouvellement	8 085	5 305
Exploration		
Salaires et charges sociales	6 177	110 251
Rémunération à base d'actions	19 343	19 967
Géologie	239	4 212
Analyses et forages	-	9 142
Transport et hébergement	639	38 570
Géophysique et géochimie	14 882	28 805
Amortissement des immobilisations corporelles	11 235	12 070
Taxes, permis et assurances	2 057	7 018
Facturation - location	(33 620)	-
Total exploration	20 952	230 035
Évaluation		
Métallurgie et schéma des procédés	-	8 595
Salaires et charges sociales - procédé de séparation	266 199	272 760
Procédé de séparation	48 134	79 983
Amortissement des immobilisations corporelles	51 540	45 273
Total évaluation	365 873	406 611
Total des dépenses brutes	394 910	641 951
Subventions gouvernementales	(124 209)	(128 379)
Crédits miniers (note 6)	49 244	(9 661)
Dépenses nettes d'E&E – Montviel	319 945	503 911

Propriétés aurifères et exploration générale	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Acquisition et renouvellement	-	18 772
Salaires et charges sociales	-	268 105
Géologie et prospection	-	946
Déplacements et hébergement	-	58 553
Analyses	-	16 954
Forage	-	2 155
Géophysique	-	76 596
Fournitures et équipements	-	32 657
Taxes, permis et assurances	-	6 007
Facturation selon entente	-	(287 646)
Dépenses d'E&E avant les crédits d'impôt	-	193 099
Crédits d'impôt	-	(8 865)
Transférées aux activités abandonnées	-	184 234
	-	(142 174)
Dépenses d'E&E – propriétés aurifères et exploration générale	-	42 060

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

20. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

20.1 Propriété Montviel (éléments de terres rares et niobium)

La Société détient 100 % de la propriété Montviel, située à environ 100 km au nord de la ville de Lebel-sur-Quévillon et 45 km à l'ouest de la Première Nation Crie de Waswanipi. La propriété Montviel comprend 177 claims miniers totalisant 9 831 hectares au 31 mai 2018.

La propriété est assujettie à une redevance de 2 % du produit net à NioGold Mining Corporation (« NioGold »). Le 27 mai 2015, la Société a conclu une entente avec NioGold en vertu de laquelle une option, sans frais, a été accordée pour racheter la redevance de 2% sur Montviel pour 2 millions \$.

20.2 Propriété Buckingham (graphite)

Le 6 avril 2016, la Société a signé un contrat de vente avec Saint-Jean Carbon inc. (« Saint-Jean »), qui a permis à cette dernière d'acquérir un intérêt de 100% de la propriété minière Buckingham. Selon les modalités de l'accord, la Société a reçu 1 500 000 actions ordinaires de Saint-Jean évaluées à 75 000 \$ selon la cote de la Bourse le jour où les actions ont été reçues, générant un gain sur cession de propriétés d'E&E de 75 000 \$. Toutes ces actions ont été vendues durant l'Exercice 2017 et un gain sur cession des titres négociables de 76 115 \$ a été réalisé. La Société conserve une redevance 0,75 % sur le produit net de la propriété qui a été mesurée à une valeur symbolique.

20.3 Entente de détention des brevets et de royauté

Le 11 août 2017, la Société et Innord ont conclu une entente de détention de brevets et de royauté (l'« entente ») avec le chef de la technologie (« CTO ») pour assurer le développement et la commercialisation des technologies exclusives d'extraction et de séparation des terres rares de la Société à long terme. L'entente remplace le contrat de 2013 qui avait accordé au CTO 1 000 000 bons de souscription en échange du transfert par le CTO de certains droits de propriété intellectuelle à la Société, lesquels bons de souscription ont été annulés en vertu de l'entente. Les actionnaires de la Société ont approuvé l'entente le 19 octobre 2017 lors de l'assemblée annuelle des actionnaires.

La redevance portant sur l'extraction et la redevance portant sur la séparation (les « Redevances ») à accorder au CTO sur la commercialisation en vertu de l'entente peuvent être résumées comme suit:

- Redevance sur l'extraction de 1,5 % du bénéfice net pour les produits d'extraction. La redevance augmentera à 2 % si la marge bénéficiaire brute de l'opération (« GPM »), avant de soustraire les redevances, est supérieure à 40 % et elle sera réduite à 1 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.
- Redevance sur la séparation de 3 % de ventes nettes pour les produits de séparation. La redevance augmentera à 4% si le GPM, avant de soustraire les redevances, est supérieur à 40 % et il sera réduit à 2,5 % si le GPM, avant de soustraire les redevances, est inférieur à 15 %.

Conformément à l'entente, la commercialisation est censée avoir lieu au plus tôt de:

- La séparation d'oxydes à une échelle de 50 kg / jour de produits de séparation sous forme d'oxyde pour au moins (i) 10 jours ouvrables consécutifs ou (ii) 20 jours ouvrables au cours d'une période de 2 mois et la réception par la Société du paiement intégral d'un premier achat relatif à cette production.
- La mise en production de Montviel – si le projet Montviel de la Société a atteint 100 % de la capacité nominale ou 12 mois après avoir atteint 60 % de capacité ou après avoir atteint 60 % de la capacité qui ne remontera plus jusqu'à 100 %.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

20. DÉPENSES D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (SUITE)

En outre, et afin de garantir l'engagement à long terme du CTO, l'entente prévoit que les travaux de développement qui ne sont actuellement pas couverts par les brevets que la Société a déjà déposés seront conjointement détenus par le CTO et la Société (pour le travail d'extraction) et Innord (pour le travail de séparation) jusqu'à la commercialisation, auquel cas ces droits seront attribués à la Société et Innord, selon le cas. Nonobstant les droits de propriété commune du CTO en ce qui concerne les nouveaux travaux de développement décrit ci-dessus, le CTO n'aura aucun droit de faire, d'utiliser, de vendre, de disposer, d'offrir à la vente, de délivrer des licences, d'importer, d'exporter ou de distribuer des produits ou des processus de pratique couverts par une ou plusieurs revendications des brevets ou de toute propriété intellectuelle sans le consentement écrit préalable de Société et/ou Innord, qui peuvent être retenues à leur entière discrétion. Toutefois, advenant un changement de contrôle ou une non commercialisation, le CTO se verrait octroyé une licence non exclusive de commercialisation.

21. IMPÔTS

La dépense d'impôt est constituée des éléments suivants:

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Recouvrement d'impôts différés		
Amortissement du passif d'actions accréditives	-	(98 442)
Total recouvrement d'impôts différés	-	(98 442)

Le taux d'imposition effectif de la Société varie du taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada. De cette variation résultent les éléments suivants:

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Perte(bénéfice) avant impôt	784 895	(71 541)
Impôt selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 26,7 % (26,8 % pour l'Exercice 2017)	(209 567)	19 173
Augmentation (diminution) des impôts résultant des éléments suivants :		
Dépenses non déductibles	(11 014)	24 779
Crédit d'impôt non imposable	-	3 161
Disposition écart permanent participation Kintavar	-	258 864
Renonciation de dépenses d'E&E	-	79 145
Changement de taux	1 497	95 061
Amortissement du passif d'actions accréditives	-	(98 442)
Ajustement d'années précédentes	8 874	(9 524)
Écarts temporaires non constatés	210 210	(470 659)
Recouvrement d'impôts différés	-	(98 442)

La réalisation de bénéfices imposables est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la profitabilité future des opérations. Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés seulement à la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôts différés qui n'ont pas été comptabilisés totalisent 6 485 564 \$ (6 275 354 \$ en 2017).

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

21. IMPÔTS (SUITE)

Les composantes principales des actifs et passifs d'impôts différés de la Société sont les suivants :

	Au 31 mai 2018	Au 31 mai 2017
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Immobilisations incorporelles	4 237	3 940
Immobilisations corporelles	131 274	78 149
Frais d'émission d'actions déductibles	14 713	43 819
Actifs d'E&E	3 062 494	3 139 589
Pertes d'opérations reportées	3 272 846	3 009 857
Actifs d'impôts différés	6 485 564	6 275 354
Passifs d'impôts différés		
Subventions	-	-
Actifs d'impôts différés non comptabilisés	6 485 564	6 275 354

Au 31 mai 2018, les dates d'expiration des pertes disponibles pour réduire le revenu imposable au cours des prochains exercices sont les suivantes :

	Fédéral	Provincial
	\$	\$
2038	807 357	807 357
2037	1 062 368	1 020 859
2036	1 379 945	1 379 946
2035	2 026 827	2 026 827
2034	1 483 287	1 483 287
2033	2 398 375	2 444 550
2032	1 943 591	1 943 591
2031	563 968	563 968
2030	16 391	16 391
2029	1 718	1 718
Total	11 683 827	11 688 494

22. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La Société est exposée à différents risques financiers résultant à la fois de ses activités, de ses investissements et de ses financements. La direction de la Société gère les risques financiers. La Société n'a pas recours à des transactions d'instruments financiers, incluant des instruments financiers dérivés, à des fins de spéculation.

22.1 Risque de taux d'intérêt

Lorsque la Société dispose de soldes en trésorerie, elle a pour politique d'investir sa trésorerie excédentaire dans des certificats de dépôt ou des comptes d'épargne à taux d'intérêt élevé de grandes banques à charte canadienne. Au 31 mai 2018 et 2017, la Société n'avait aucun placement. Les autres actifs et passifs financiers de la Société ne portent pas intérêt. La Société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. Une variation de plus ou moins 1 % n'aurait pas d'impact significatif sur les actifs et passifs et perte nette de la Société.

Ressources Géoméga inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

22. ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS (SUITE)

22.2 Risque de liquidités

Le risque de liquidité représente le risque que la Société ne puisse honorer ses engagements à l'échéance. La capacité de la Société à poursuivre son exploitation dépend de la capacité de la direction à recueillir les fonds nécessaires au moyen de financements par capitaux propres ou par titres de créance, de la vente d'actifs ou de la conclusion d'ententes relatives à des options d'exploration ou d'une combinaison de ces éléments. La liquidité et les résultats opérationnels de la Société peuvent subir l'effet négatif de retards dans l'obtention des crédits d'impôt à recevoir du gouvernement du Québec (ou dans l'obtention de financement fondé sur ces crédits) et de restrictions imposées à son accès au marché financier ou à d'autres formes de financement, par suite d'un repli généralisé du marché boursier ou de difficultés propres à la Société. Par le passé, les flux de trésorerie de la Société provenaient essentiellement des activités de financement.

Au 31 mai 2018, la Société disposait d'une trésorerie de 726 786 \$ et des comptes débiteurs de 15 519 \$ pour régler son passif financier courant de 968 178 \$. Les obligations financières de la Société sont assorties d'échéances contractuelles de moins de 90 jours et sont soumises aux conditions normales du marché à l'exception de l'éventualité de l'échange des actions détenues par les investisseurs institutionnels dans Innord (note 16). La Société évalue régulièrement sa situation de trésorerie pour assurer la conservation et la sécurité du capital et le maintien de la liquidité (note 1).

22.3 Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties d'un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. En règle générale, le risque de crédit maximal correspond à la valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit, déduction faite de toute perte de valeur. La Société est assujettie à des risques de crédit pour sa trésorerie et ces comptes débiteurs. La Société croit que le risque de perte est minime car elle maintient sa trésorerie dans des instruments financiers garantis et détenus par une banque à charte canadienne où le risque de crédit est minimal. De plus les comptes débiteurs sont avec Kintavar dont la Société détient 28.76 % des actions.

22.4 Risques liés à la juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie, comptes débiteurs, des créditeurs et frais courus et du passif lié aux droits d'échange d'actions sont considérés comme une approximation raisonnable de la juste valeur en raison des échéances à court terme et des conditions contractuelles de ces instruments financiers. La valeur comptable des débentures convertibles au 31 mai 2018 est de 91 120 \$ et la juste valeur est de 110 000 \$. La Société a classé l'évaluation à la juste valeur du passif lié aux droits d'échange d'actions et aux débentures convertibles comme niveau 3 puisque dérivé des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables.

23. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

23.1 Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société comprennent les administrateurs, le président et chef de la direction, le chef des finances, le directeur de la technologie et le vice-président exploration. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

23. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Avantages sociaux à court terme du personnel		
Salaires, jetons administrateurs et règlement	187 450	567 195
Charges sociales	17 947	26 847
Honoraires professionnels	34 227	98 475
Total des avantages sociaux à court terme du personnel	239 624	692 516
Rémunération à base d'actions	58 438	81 492
Total de la rémunération	298 062	774 008

23.2 Transactions avec des parties liées

En plus des montants divulgués à la note 23.1 sur la rémunération des principaux dirigeants, voici les transactions entre parties liées :

Dans le cours normal des affaires :

- Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 9 717 \$ (42 721 \$ durant l'Exercice 2017);
- Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 55 630 \$ enregistrés comme suit : 7 000 \$ en tant que frais d'émission de débetures convertibles, 10 198 \$ en tant que frais d'émission d'actions et 38 432 \$ en tant qu'honoraires professionnels (néant durant l'Exercice 2017);
- Une société contrôlée par une dirigeante a facturé des honoraires totalisant 95 396 \$ (53 452 \$ durant l'Exercice 2017) pour son équipe;
- Au 31 mai 2018, le montant dû aux parties liées s'élevait à 62 198 \$ (60 377 \$ au 31 mai 2017).

Hors du cours normal des affaires :

- Des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé au placement de débetures convertibles du 11 août 2017 pour 60 000 \$ (note 11). Les administrateurs et dirigeants ont souscrit au placement de débetures convertibles avec les mêmes conditions offerts aux autres souscripteurs;
- Règlements de dette en actions à un ancien haut dirigeant, administrateurs actuels et précédents et à la chef de la direction financière (note 12.3).

23.3 Indemnités en cas de fin d'emploi ou changement de contrôle

Certains contrats de travail entre l'équipe de direction et la Société contiennent des indemnités en cas de fin d'emploi ou de changement de contrôle. Si la cessation d'emploi sans motif sérieux ou un changement de contrôle impliquant des modifications importantes dans les fonctions attribuées à des membres de la haute direction avait eu lieu le 31 mai 2018, les montants à payer pour l'équipe de la haute direction auraient totalisé 284 025 \$ et 717 600 \$ respectivement. Dans le cas d'une cessation d'emploi avec motif sérieux, aucune indemnité ne sera versée.

Ressources Géoméga inc.
Notes afférentes aux états financiers consolidés
 Pour les exercices terminés les 31 mai 2018 et 2017

23. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (SUITE)

23.4 Facturation selon entente avec Kintavar

	Exercice 2018	Exercice 2017
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	-	41 123
Acquisition de propriétés par jalonnement	-	21 590
Frais d'E&E	7 920	287 646
Location E&E	33 620	-
Dépenses d'administration	122	5 741
Frais fiduciaires et d'enregistrement	6 576	-
Loyer	10 500	3 531
	58 738	359 632

Au 31 mai 2018, le montant à recevoir de Kintavar s'élevait à 15 519 (\$ 203 613 \$ au 31 mai 2017).

24. CONTRAT DE LOCATION

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit:

	Au 31 mai 2018
	\$
Moins d'un an	5 438
De 1 à 5 ans	-
Plus de 5 ans	-
Total	5 438

La Société loue ses bureaux en vertu de contrats de location venant à échéance en mars 2019. En vertu du contrat de location, la Société a 30 jours pour résilier le contrat.

25. ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le 28 août 2018, la Société a octroyé à un employé 400 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,085 \$, valables pendant 5 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur supérieure à celle du marché au moment de l'octroi.